Oublier, c'est trahir — Se souvenir, c'est servir

67e Année. — N° 136. Le numéro : 15 centimes MARDI 16 MAI 1922.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS Nord et limitrophes. 3 mois, 12.00 ; 6 mois, 23.00 ; 1 an, 45.00. France et Belgique. » 13.00 ; » 25.00 ; » 48.00. Union postale .... » 22.00 ; » 43.00 ; » 82.00.

REDACTION - ANNONCES - ABONNEMENTS : ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 1199. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille

Pour se Meubler avec goût
Voyez les Magasins
M. DELGRANGE
166-168, rue du Collège
ROUBAIX
Téléphone 18-34
Maison de Confiance
Fondée en 1880

Meubles d'Art
Grand Choix de Mobiliers de tous Styles
Installations d'Appartements
DEVIS SUR DEMANDE
M. DELGRANGE
166-168, rue du Collège
ROUBAIX
Téléphone 18-34
Maison de Confiance

Mentalité allemande

Comprendrons-nous jamais les Allemands, leurs façons de penser et surtout leurs façons de sentir? Que l'on s'est posé de fois cette question, non pas seulement ces dernières années, mais depuis 1870, et de nouveau cette semaine en lisant dans les journaux des extraits des Mémoires de l'ex-kronprinz, puis, dans la « Revue Hebdomadaire », le fragment de ceux de M. de Schoen relatif à son ambassade à Paris. Ces deux hommes ont occupé des situations considérables. Ils n'ignorent pas que leurs témoignage sera recueilli par d'innombrables lecteurs. Ils n'écrivent même que pour cela. L'un, l'héritier par droit de naissance du trône le plus puissant d'Europe, avant la défaite, conserve certainement, au fond de son cœur, l'ambition d'y monter un jour, sur ce trône, si jamais la fortune tourne. Ses Mémoires seront, croyez-vous, un plaidoyer pour la monarchie vaincue. La légende des Hohenzollern est touchée, il va s'efforcer de la restaurer. L'autre, l'ambassadeur, s'est trouvé mêlé à l'épisode le plus funeste de l'histoire de son pays et le plus honteux : cette guerre déchaînée gratuitement et sur des prétextes si mensongers! Il va, celui-là, justifier l'Allemagne et se justifier. Le bon sens leur commande à tous deux cette attitude, et le tact, et l'honneur... Ecoutez :

Nous sommes au 9 novembre 1918. Le kronprinz nous raconte que Guillaume II l'a mandé à Spa. Il nous décrit son père dans un triste jardin d'automne, allant et venant parmi ses généraux. Il nous le montre avec une incroyable brutalité, courbé, le visage tremblant et décomposé, agitant névropathiquement son bras droit, le seul valide, et parlant... parlant... « Il dévidait sans cesse une série de faits, insiste le cruel reporter. Il me répétait un tas de choses que l'on venait de me raconter... Sa voix avait un accent étrange et pour ainsi dire irréel. » Ce fantoche, incapable de réaction virile, dans cette heure tragique, se laisse dire par un de ses officiers : « Le serment des troupes? le Seigneur de la guerre? Des mots! des mots! » Et l'empereur ne se révolte pas! Il s'incline sous l'outrage! Et le kronprinz, lui, n'a pas une phrase de pitié; il ne comprend pas qu'il devrait à tout prix taire cette déchéance morale et physique. Ce malheureux est son père et c'est le chef de sa maison. Par quelle aberration expliquer un tel oubli de la plus élémentaire décence? Par le désir de plaire aux Anglais en reniant une solidarité que cet étrange fils juge compromettante, désir qu'il souligne par un éloge enthousiaste de son grand-oncle Edouard VII. Cette grossière manœuvre, d'une finesse toute germanique, n'est pas plus extraordinaire que le cynisme ingénu de M. de Schoen, commentant l'arrivée de M. Poincaré d'abord à la présidence du Conseil, puis à l'Elysée. « Son programme, déclare tranquillement le diplomate, laissait entendre que la France ne supporterait pas un second coup d'Agadir. » L'ambassadeur allemand appelle une pareille audace, celle d'un premier ministre gardien jaloux de l'honneur national « un encouragement à la guerre ». Il dit encore : « Ses déclarations publiques étaient prudentes. Elles accentuaient avec force le mot « paix », mais avec une addition pleine de sous-entendus : « paix honorable et digne! » On se rappelle en lisant ces lignes, la réponse de l'assassin à qui le magistrat reprochait d'avoir tué férocement une vieille femme dont il convoitait le pauvre magot : « C'est qu'elle se défendait, la canaille! » Le diplomate ne s'aperçoit pas qu'il dresse le plus formidable réquisitoire contre le gouvernement dont il fut l'agent, en constatant le dilemme abominable auquel l'Allemagne acculait la France : la soumission humiliée ou bien l'appel aux armes!

Nous citons ces deux passages entre beaucoup d'autres: outre le jour qu'ils jettent sur la mentalité teutonne, ils comportent un double enseignement. Ce Guillaume II, si faible, si médiocre, accepte d'abdiquer, mais, d'accord sur ce point avec son fils, comme empereur et non comme roi de Prusse. Quelle indication de la fragilité du Reich, de cette unité maçonnée par Bismarck et dont les bénéficiaires eux-mêmes connaissaient trop les fissures! Le Hohenzollern battu concevait donc comme possible un règlement de comptes où les Alliés eussent traité avec la Prusse et son roi, séparés de l'Empire. Cette paix, son peuple et lui l'eussent signée. Elle permettait de conclure également des paix séparées avec le roi de Wurtemberg, celui de Saxe, celui de Bavière. La condition en était le maintien de ces princes, considérés par le vainqueur, comme les garants de ses créances, et c'était la dissolution du Reich, les Allemagnes substituées à l'Allemagne. On sait trop quelles influences nous ont fait travailler précisément dans le sens contraire!

Retenons ceci, du moins, des paroles prononcées par Guillaume II et rapportées par son fils, que la cohésion du bloc germanique n'a pas la solidité dont certains de nos hommes d'Etat font un dogme, et retenons des aveux inconscients de M. de Schoen cette autre leçon que, pour les Allemands, ne pas céder à leurs exigences, si injustes soient-elles, c'est vouloir la guerre. A l'heure actuelle, quand leur propagande incrimine notre impérialisme, parce que nous entendons appliquer un traité qu'ils ont signé et contre lequel ils se débattent, ils ne raisonnent pas autrement que leur ancien ambassadeur. Sont-ils entièrement de mauvaise foi? Ils se sont donné, depuis un demi-siècle, un tel dressage d'idées fausses que l'on peut se le demander. Mais que penser des Français qui se laissent duper par ces fourbes au point de faire chorus avec eux?

J. S...

AU MAROC ESPAGNOL

RAISOULI A PU S'ÉCHAPPER

Paris, 15 mai. — Les opérations qui ont abouti à la prise de Tazarut, ont été assez dures.

Les pertes espagnoles s'élèveraient à plus de cent hommes, dont de nombreux officiers.

Le lieutenant-colonel Gonzalez Tablas, commandant les troupes régulières, grièvement blessé, a succombé à sa blessure. Quant à Raisouli, il a pu échapper. Les tribus des alentours de Tazarut commencent leur soumission.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE

Un discours de M. Reibel

au Congrès du Commerce et de l'Industrie de la Région parisienne

Paris, 15 mai. — M. Ch. Reibel, ministre des Régions libérées, a présidé cet après-midi la séance de clôture du Congrès du commerce et de l'industrie de la région parisienne.

Dans son discours, le ministre, après avoir

M. REIBEL
ministre des Régions libérées

assuré le Congrès de toute sa sollicitude dans les conseils du gouvernement pour faire aboutir les vœux susceptibles de servir l'intérêt général, a fait aux membres du Congrès un vibrant appel au travail, la production étant la condition essentielle pour le relèvement économique du pays.

Nul mieux que le ministre des Régions libérées, dit M. Reibel en terminant, ne peut attester cette reprise de notre activité créatrice. De chacun de mes voyages dans les départements dévastés, je reviens le cœur plein d'une gratitude émue pour ces admirables populations du Nord et de l'Est qui, dans des conditions matérielles encore trop précaires, font partout rejaillir la vie des ruines amoncelées.

Dans cette œuvre, le commerce et l'industrie ont joué et jouent chaque jour un rôle de premier plan. Vous tous, messieurs, qui les représentez, soyez remerciés. Comptez sur le gouvernement comme il compte sur vous.

M. VENIZELOS A ABANDONNÉ COMPLETEMENT LA POLITIQUE

Paris, 15 mai. — M. Venizelos, qui est à Paris, depuis plusieurs jours, a déclaré à un de nos confrères de l' « Intransigeant », qu'il s'est retiré définitivement de la politique, et que quelles que soient les circonstances, il considère son rôle comme terminé.

LA POLITIQUE

APRÈS LE SCRUTIN

Les résultats des élections de dimanche comportent plusieurs enseignements.

Disons de suite que, dans l'ensemble du pays, le scrutin n'a pas révélé de courant d'opinion bien déterminé, dans un sens ou dans un autre. La grande poussée de fièvre rouge annoncée par les organes d'extrême-gauche, ne s'est pas produite. Tout au plus peut-on constater que la virulence du mal révolutionnaire s'est aggravée en quelques régions où le communisme a pris au socialisme une partie de sa clientèle. A la vérité, c'est plutôt un simple changement d'étiquette, et il n'est pas tout à fait certain que dans les cantons où il y a ballottage, les gens du « vieux parti » et ceux de Moscou, n'échangeront pas, dimanche, les baisers Lamourette.

Dans le Nord, les groupes politiques couchent sur leurs positions, après une bataille qui ne fut, d'ailleurs, ni très longue, ni très acharnée.

Les républicains conservent partout leurs sièges, et les ballottages peuvent, si une campagne vigoureuse est menée, renforcer encore les rangs des défenseurs de l'ordre.

Dans plusieurs cantons, le parti radical, *comme c'était son droit*, a fait, le 14 mai, le dénombrement de ses troupes. L'opération est terminée, et, le 21 mai, les voix qui s'étaient comptées sur les noms des porte-drapeau, iront naturellement aux candidats républicains aussi fermement attachés au régime, qu'adversaires décidés de toutes les utopies révolutionnaires.

C'est d'ailleurs la caractéristique principale de ces élections que la disparition presque complète des vieilles dénominations politiques. Il n'y a plus vraiment maintenant en présence que deux partis : celui de l'ordre et de la paix sociale et celui de la révolution rose, rouge ou cramoisie.

Et la consultation électorale de dimanche dernier se serait, dans la plupart des cantons, terminée par la victoire des candidats républicains, si de trop nombreux abstentionnistes n'avaient faussé par leur impardonnable attitude, les résultats du scrutin. Les électeurs qui n'ont pas su faire l'effort nécessaire le 14 mai pour remplir leur devoir civique, voudront, dimanche prochain, réparer le tort réel causé par leur faute aux intérêts de la collectivité, en allant voter, là où il y a ballottage, et en faisant autour d'eux, pendant cette semaine, une active et intelligente propagande.

Et maintenant, à l'œuvre! Que candidats et comités mettent à profit les quelques jours qui séparent les deux scrutins pour continuer, en l'intensifiant encore, la campagne électorale.

A Roubaix, à Tourcoing, à Lannoy et Cysoing, en particulier, où les candidats républicains aussi dévoués que sympathiques ont recueilli un nombre imposant de suffrages, la victoire est certaine si tous les électeurs font leur devoir.

Maurice Auber.

A GÊNES, ON LIQUIDE...

Le projet de note destinée aux Russes est adopté

Une réunion de la sous-commission des affaires russes

UNE DISCUSSION A PROPOS DE LA REPONSE AUX SOVIETS

Gênes, 15 mai. — La séance de la sous-commission des affaires russes a été ouverte à 11 h. du matin, sous la présidence de M. Facta.

Le projet de réponse

M. Schanzer a annoncé à ses collègues que les puissances invitantes avaient mis sur pied un projet qui va leur être distribué.

Un fait nouveau

M. Barthou déclara alors que depuis hier un nouvel événement s'est produit puisque M. Tchitchérine a, si l'on en croit les journaux, adressé une nouvelle lettre à M. Facta, président de la Conférence. Il est indispensable que cette lettre soit portée à la connaissance de la sous-commission et M. Barthou en demande lecture.

M. Facta a fait lire le document auquel M. Barthou vient de faire allusion et que nous publions plus loin.

Les explications de M. Schanzer

M. Schanzer déclare que cette lettre n'est fondée en aucune de ses parties et que, au cours d'une conversation qu'il a eue, ce matin, avec M. Tchitchérine, il a réfuté toutes les allégations contenues dans le document.

Le ministre des Affaires étrangères d'Italie dit qu'il a démontré à M. Tchitchérine que les Russes ne sont pas exclus du projet élaboré à la villa Albertis, puisque deux commissions, l'une des puissances, l'autre russe, siégeront simultanément et assureront une parité absolue entre les unes et les autres. D'autre part, le projet de pacte provisoire élaboré ne limite pas la souveraineté des Soviets comme ceux-ci viennent de l'affirmer, car toutes les puissances qui adhéreront à ce pacte seront traitées sur le même pied. En ce qui concerne les accords séparés que les Soviets se plaignent de ne pouvoir souscrire, M. Schanzer a exposé à M. Tchitchérine que cette clause concerne les puissances signataires de la note et non les Soviets qui seront libres de négocier ces accords comme ils l'entendront.

Il n'est pas juste non plus, a dit M. Schanzer à M. Tchitchérine, de prétendre que les Russes aient été exclus des conversations qui ont abouti à l'élaboration du projet des puissances. Il s'agissait, en effet, d'élaborer une réponse à destination des Russes et on n'a pas connaissance que ceux-ci aient fait appel à la collaboration des puissances pour rédiger leur réponse à celles-ci.

Enfin, en ce qui concerne la convocation de la Commission politique demandée expressément par M. Tchitchérine, il s'agit du règlement intérieur de la Conférence que les Soviets ne sauraient modifier.

En terminant, M. Schanzer suggère à ses collègues de procéder sans délai à l'examen du projet élaboré et de convoquer les Russes à une séance plénière au cours de laquelle ils feraient connaître leur réponse.

L'attitude de la France et de la Belgique

M. Barthou demande à M. Schanzer s'il a protesté auprès de M. Tchitchérine contre certaines insinuations contenues dans sa lettre à l'égard de la France. M. Barthou rappelle qu'il a apporté dans toute cette négociation les preuves d'un sincère désir de conciliation et que les allégations de M. Tchitchérine ne sont pas fondées.

M. Facta, au nom de tous ses collègues, remercie M. Barthou et dit qu'il tient à déclarer publiquement combien lui et ses collègues ont été sensibles à la loyauté constante et à la volonté de conciliation dont ont fait preuve dans toute la négociation M. Barthou et la délégation française.

M. Jaspar déclare que la Belgique ne mérite pas moins d'éloges.

On procède alors à la discussion du projet élaboré hier à la villa Albertis.

M. Skirmunt, au nom de la Pologne, fait préciser que la question des frontières entre la Russie et la Pologne ne saurait s'opposer à l'application du pacte.

Le pacte et l'Allemagne

Après une réserve de M. Bratiano au sujet du dépôt d'or roumain détenu à Moscou, M. Motta salue avec joie le projet élaboré dans les négociations d'hier et il demande comment il faut interpréter, au point de vue de l'Allemagne, la clause relative au pacte.

M. Barthou répond à M. Motta que l'Allemagne, par le traité germano-russe, s'est mise elle-même hors de la négociation.

D'autre part, l'article 10 du covenant fait une obligation à l'Allemagne de ne pas se livrer à une agression. Il aurait été dangereux, dans le document soumis à la sous-commission, de répéter cette obligation.

M. Motta déclare qu'il a satisfaction, et il constate que le pacte, inscrit dans le document, est le corollaire de la négociation russe.

LE PROJET ADOPTÉ

Après ces interventions, la discussion est close. **Le projet est adopté à l'unanimité, et il est décidé que la commission politique sera convoquée en réunion plénière pour 10 h. 30, mardi matin.**

M. Barthou déclare alors que la délégation française n'assistera pas à la réunion de mardi, parce qu'elle n'a pas adhéré au mémorandum du 2 mai. Elle ne veut pas être entraînée dans une conversation dans laquelle elle n'a assumé aucune responsabilité. Toutefois, la délégation française, si les Russes adoptent la procédure proposée, s'engage à recommander au gouvernement français de se faire représenter parmi les experts de La Haye.

Sur tous les points, le gouvernement français, déclare M. Barthou, est d'accord avec le projet qui vient d'être adopté.

La séance est levée.

Quel accueil les Soviets vont-ils réserver à la réponse des Alliés ?

Gênes, 15 mai. — Maintenant que les termes de la réponse au mémorandum russe ont été arrêtés, l'attention se porte tout entière vers l'accueil que la délégation des Soviets réservera aux propositions des alliés.

Bien que les Russes n'aient connu, jusqu'à présent, ces propositions que par des informations officieuses, on croit savoir qu'ils ne les considèrent pas, « a priori », comme inacceptables. Un refus catégorique de leur part paraît improbable, et s'ils acquièrent d'ici demain la conviction qu'aucun marchandage nouveau n'est possible, la séance plénière qui aura lieu mardi, en enregistrant leur acceptation du projet, verrait le terme de la négociatoin engagée à Gênes.

Il ne resterait plus qu'à fixer le jour de la dernière séance plénière de la Conférence.

Une lettre de Tchitcherine à M. Schanzer

Voici les passages principaux de la lettre qu'a adressée, dimanche soir, Tchitchérine à M. Schanzer pour lui notifier le refus des Soviets d'accepter les conditions proposées en vue de la désignation de la commission mixte sur les affaires russes:

Les journaux publient des communiqués officieux et des informations concernant les pourparlers qui ont eu lieu hier entre certaines puissances représentées dans la sous-commission politique, sur la proposition faite par la délégation russe dans sa réponse du 11 mai, ayant en vue la création d'une commission mixte à laquelle serait confiée l'étude ultérieure des problèmes financiers.

D'après ces informations, les puissances indiquées seraient en train d'adopter les décisions suivantes:

1° D'exclure les représentants de la Russie de la commission et de ne leur reconnaître qu'une voix consultative, quand cela semblera bon au reste de la commission;

2° D'obliger les Etats participant à la Conférence de Gênes à ne pas conclure des accords séparés avec la Russie, tant que dureront les travaux de la commission.

Privée de la possibilité d'avoir des informations officielles sur les travaux de la sous-commission, et particulièrement sur les décisions dont il est question plus haut, étant donnée la gravité de ces dernières, la délégation russe se voit obligée d'en souligner le caractère absolument inacceptable pour la Russie.

Tout d'abord, la délégation russe exprime sa surprise de n'avoir pas été invitée à exposer sa manière de voir sur une proposition faite par elle dans sa réponse au mémorandum du 2 mai.

En ce qui concerne le fond même des décisions qu'on est en train d'accepter, la délégation russe doit constater que ces décisions, au lieu de faciliter l'accord entre les puissances et la Russie, n'aboutiraient qu'à réduire à néant le rapprochement entre les puissances et la Russie, réalisé par la Conférence de Gênes, et à rétablir les anciens procédés pour la solution du problème russe qui se sont montrés déjà non seulement stériles, mais nuisibles.

L'Amérique invitée à s'occuper des affaires russes

Le correspondant de l'Agence Reuter à Gênes est à même d'annoncer que la délégation française a demandé aujourd'hui à l'ambassadeur américain en Italie, lequel se trouve actuellement à Gênes, de faire part au département d'Etat de son désir de voir les Etats-Unis représentés à la commission mixte qui s'occupera des affaires russes.

L'ambassadeur a promis de faire part immédiatement de cette demande à son gouvernement.

Le choix de La Haye

Gênes, 18 mai. — Il y a lieu de remarquer que c'est à la demande de M. Barthou que la ville de La Haye a été choisie comme siège de la commission des experts pour les affaires russes, en raison de son caractère pacifique et des organisations qu'elle comporte dans ce but.

Le prochain retour à Londres de M. Lloyd George et des délégués anglais

Londres, 15 mai. — On a reçu, dans les milieux autorisés de Londres, une information d'après laquelle le Premier ministre et les autres membres de la délégation britannique à Gênes reviendront à Londres vers la fin de la semaine courante.

Selon toutes probabilités, M. Lloyd George voudra, à bref délai, se présenter devant la Chambre des Communes, mais étant donnée la nature ardue de la tâche à la Conférence de Gênes, il se peut, croit-on, qu'il prenne d'abord deux ou trois jours de repos.

AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Une Commission chargée d'étudier les questions internationales de coopération intellectuelle

Genève, 15 mai. — Dans sa séance de ce matin, le Conseil de la Société des Nations a procédé à la nomination de la Commission de onze membres chargée d'étudier les questions internationales de coopération intellectuelle, conformément à la résolution votée par la deuxième assemblée générale de la Société des Nations.

Parmi les membres de la Commission, nous relevons notamment : MM. D.-M. Banergie, professeur d'économie politique à l'Université de Calcutta ; H. Bergson, professeur de philosophie au Collège de France, membre de l'Académie française ; Mme Curie, professeur de physique à l'Université de Paris, et professeur honoraire à l'Université de Varsovie ; MM. J. Destrée, ancien ministre des Sciences et Arts de Belgique, membre de l'Académie Royale d'Archéologie de Belgique ; A. Einstein, professeur de physique à l'Université de Berlin.

La Commission se réunira pour la première fois, le 1er août 1922, à Genève.

M. HERMÈS A PARIS

Paris, 15 mai. — Dès son arrivée, M. Hermès est entré en relations officieuses avec les représentants alliés à la Commission des réparations. Il a eu notamment des conversations privées avec M. Louis Dubois.

Il y a tout lieu de présumer que le président de la Commission des réparations, au cours de son audience de ce matin, a fait part à M. Raymond Poincaré de ses entretiens avec le ministre des finances du Reich.

Les Élections Cantonales

DU 14 MAI 1922

Canton de Roubaix-Ouest

UN APPEL DE M. FERNAND MOTTE

M. Fernand Motte, candidat républicain, adresse aux électeurs, l'appel suivant :

Les 3.587 suffrages exprimés en faveur de ma candidature m'indiquent très clairement mon devoir. En remerciant les amis qui ont affirmé par leur vote leurs opinions républicaines je tiens à leur dire que je ne me déroberai pas à ce devoir: Quelques jours nous séparent du scrutin de ballottage. Je veux durant ces quelques jours défendre de mon mieux la cause de notre parti afin d'assurer sa victoire de façon décisive.

Je développerai à nouveau mon programme politique et social dans quelques réunions publiques auxquelles seront invités tous les électeurs.

Groupons nous autour du drapeau que vous m'avez confié. Ce drapeau est celui de la France Républicaine, le drapeau tricolore déchiqueté par la mitraille, mais resplendissant des plus purs rayons de gloire. Je suis fier de le porter et, tous ensemble, nous devons le faire triompher.

Fernand Motte.

CROIX

Une réunion de la Ligue d'Union Républicaine

Une grande réunion se tiendra, mercredi 17, à 20 h. 30, au « Bon Fraisier », 1, rue de l'Allumette, à Croix. M. Fernand Motte, candidat au Conseil général, y développera son programme.

Tous les électeurs du canton Ouest (Roubaix, Croix et Wasquehal), sont invités à y assister.

Canton de Tourcoing-Sud

LETTRE DE M. FOUQUET-LELONG

M. Fouquet-Lelong, candidat au Conseil général pour le canton Sud de Tourcoing, adresse à ses électeurs la lettre suivante :

Electeurs et chers concitoyens,

Je vous dois tout de suite un témoignage de gratitude.

Par 4.284 voix vous m'avez jugé digne de continuer à vous représenter. Je vous en remercie du fond du cœur.

Plus de divisions qui ne peuvent profiter qu'à nos adversaires. Restons unis devant l'ennemi commun et travaillons tous afin de rendre notre France toujours plus belle et prospère.

C'est à cet idéal que je consacrerai tous mes efforts.

Je fais appel, sans distinction, à tous les Républicains de Tourcoing, Bondues, Marcq-en-Barœul et Mouvaux, qui ont donné hier, une si belle majorité aux idées que je représente.

Que tous, sans souci des préférences personnelles, se groupent dimanche prochain, sur mon nom, afin de barrer la route aux communistes.

Oublions les divergences passées, tous sans distinction peuvent compter sur moi.

Mon énergie et mon dévouement leur sont entièrement acquis et mon activité sera toujours à la disposition des habitants du canton.

Vous direz par votre vote, que vous en avez assez de ces appels à la violence, au mépris de la Loi, au dédain de la Patrie.

Il est temps de faire revivre la confiance par le régime universel et incontesté de toutes les lois de la République.

A dimanche donc et tous aux urnes aux cris de: Vive le Canton de Tourcoing-Sud!

Signé : **Fouquet-Lelong**, candidat de la Fédération Républicaine; conseiller général sortant.

Canton de Quesnoy-sur-Deûle

Le résultat définitif des élections au Conseil général (y compris le vote des réfugiés), sera proclamé à l'ancienne mairie de Quesnoy-sur-Deûle, le jeudi 18 mai, à 14 h.

Les parlementaires élus et réélus

Voici la liste des membres du Parlement élus et réélus:

Conservateurs et Action libérale. — Députés 13: MM. Duboys Fresney, de Dion, comte d'Harcourt, Antier, Roques, de Castelnau, Coucoureux, Molinié, de Rodez, Benavent, Bouvet, Bellet, d'Audiffret, Pasquier, de Montjou.

Républicains progressistes et républicains de gauche. — Sénateurs 23: MM. Poincaré, Bonniard, Courrégelongue, Duquaire, de Rougé, Cruppi, Doumer, Sari, Delpierre, Gourju, Chagnaud, Monsservin, A. Vidal, Hugues Le Roux, Hambiot, Maurin, Reynald, Cauvin, comte d'Alsace, Baraignez, Lebrun, Jonnart, Servain.

Députés 46: MM. Flandrin, Sibille, Maunoury, Emmanuel Brousse, Loucheur, Mandel, Michel-Walter, Maillard, François Arago, Dignac, Eymond, Marin, Crespel, Rabouin, Billiet de Verneuil, Bouterie, Fournier-Sarlovèze, Bouteray, Bernier, Derbay, Marc, Rouleaux-Dugage, Lesache, Abrami, Morel, Bossel-Dombreval, Ouvré, Lecourtier, Lemoigne, Barety, Philippoteaux, Plissonnier, Néron, de Montjau, Brunet, Mairat, Gavini, Guernier, Villaut-Duchesnois, de Rougé, Constant, Puis, Le Trocquer, Cuven, de Chappedelaine.

Républicains progressistes et républicains de gauche. — Sénateur 1: M. Bussy.

Députés 10: MM. Pierre Constants, Mermod, Fouché, Aimond, Revault, Barès, Taittinger, Le Mire, Marcays, Chateau.

Radicaux, radicaux-socialistes et républicains socialistes. — Sénateur 1: M. Laopiteau.

Députés 4: MM. Battie, Anglés, Gheusi, Ajam.

Socialistes et socialistes unifiés. — Député 1: M. Plet.

Les ballottages

Sont en ballottage:

Conservateurs. — Député: M. de Ramel.

Républicains progressistes, républicains de gauche. — Députés 4: MM. Ossola, Brogly, Gaston Deschamps, Pegnard.

Radicaux, radicaux-socialistes et républicains socialistes. — Sénateurs 4: MM. Brocard, A. Chautemps, Landrodie, Soulié.

Députés 2: MM. Jules Cels, Péronnet.

Socialistes et socialistes unifiés. — Députés 7. MM. Lebas, Uhry, Moutet, Ferrand, Locquin, Inghels, Chaussy.

Communiste. — Député 1: M. Jean Renaud.

En résumé, **sont élus:** 69 sénateurs, 90 députés.

Sont battus: 3 sénateurs, 15 députés.

Sont en ballottage: 4 sénateurs, 15 députés.

Les remerciements de M. Poincaré

M. Poincaré réélu conseiller général a adressé aux électeurs du canton de Thiaucourt (Meuse), la lettre suivante:

Mes chers compatriotes,

Je suis profondément touché de votre nouvelle marque de confiance. Bien que d'impérieuses obligations m'eussent empêché de venir parmi vous, l'empressement avec lequel vous vous êtes rendus au scrutin a été plus grand que jamais. Sur 1.014 suffrages exprimés vous m'avez donné 1.007 voix. Le chef du gouvernement trouvera, n'en doutez point, une force précieuse dans cette unanime approbation des témoins de toute sa vie politique et dans ce chaleureux encouragement des populations qui, ayant le plus souffert de la guerre, ont le plus d'intérêt à l'établissement d'une paix réparatrice.

Croyez, mes chers compatriotes, à mon fidèle dévouement.

(Signé) : R. Poincaré.

Les incidents

UN CANDIDAT ASSAILLI ET FRAPPÉ SON AGRESSEUR ARRETÉ

Decazeville, 15 mai. — M. Armand, candidat aux élections du Conseil général dans le canton de Decazeville, sortait de la Mairie après la proclamation des résultats de la ville, quand il a été assailli et renversé par un nommé Léopold Nozerand, ancien manœuvre aux usines de Decazeville, actuellement sans domicile fixe. M. Armand a été frappé de deux coups de couteau dont l'un à la figure et l'autre à l'épaule.

Les motifs de cet acte ne sont nullement politiques. Ils sont attribués à une affaire de divorce dont M. Armand aurait eu à s'occuper en qualité de notaire.

M. Armand a été conduit dans une clinique de la ville. Ses blessures ne sont pas graves. Nozerand a été arrêté.

Une grève de candidats

Yssingeaux, 15 mai. — Dans le canton de Bas-en-Basset (Haute-Loire) devaient avoir lieu hier les élections au Conseil d'arrondissement. Il y a eu grève de candidat, aucun n'ayant sollicité les suffrages de ses concitoyens.

Bruit démenti de la proclamation de la république rhénane à Cologne

Mayence, 15 mai. — Le bruit répandu hier que la République rhénane venait d'être proclamée subitement à Cologne est entièrement dénué de fondement.

Ce démenti a trait à la dépêche suivante publiée par plusieurs journaux:

Paris, 15 mai. — Le bruit courait avec persistance, à Mayence, que la République de Rhénanie avait été proclamée vers six heures, à Cologne. Jusqu'ici, les détails manquent et il n'est pas possible d'obtenir confirmation de cette nouvelle.

Cependant, la « Gazette de Francfort » a publié de longues dépêches qui lui sont adressées de Cologne, d'après lesquelles le groupe Smeets manifeste une activité considérable depuis quelques jours, en vue d'un mouvement séparatiste de grande envergure, mais elle ne pense pas que ce mouvement puisse être couronné de succès, bien que la France, dit-elle, appuie ce mouvement de toutes ses forces.

LES INCIDENTS DE PETERSDORF

Le commandant allemand Conrad, découvert à Gleiwitz, réussit à s'enfuir

Oppeln, 15 mai. — Le commandant Conrad, qui s'était réfugié en Allemagne, et dont les Alliés demandaient la livraison pour sa participation aux affaires de Petersdorf, a été découvert à Gleiwitz. Mais au moment où il allait être arrêté, il a réussi à s'enfuir, avec l'aide d'un civil allemand. Un inspecteur de la sûreté de la police interalliée a tiré sur lui plusieurs coups de revolver, qui semblent l'avoir atteint.

La Commission interalliée a remis au plénipotentiaire allemand une note relatant les circonstances de cette fuite, et demandant que la police allemande se saisisse du commandant Conrad.

L'état de santé de la princesse Elisabeth

Athènes, 15 mai. — Après la pleurotomie, l'état de la princesse Elisabeth a donné des inquiétudes, cependant on a constaté une certaine amélioration. La population manifeste une vive émotion et une grande sympathie pour la princesse.

Les souverains roumains sont partis pour Athènes

Bucarest, 15 mai. — A la suite des graves nouvelles de santé de la princesse Elisabeth de Roumanie, duchesse de Sparte, les souverains sont partis précipitamment hier soir pour Constantza. Ils se sont embarqués, ce matin, sur un contre-torpilleur à destination d'Athènes.

UNE QUESTION

à la Chambre des Communes à propos de l'admission éventuelle de l'Allemagne et de la Russie à la Société des Nations

Londres, 15 mai. — A la Chambre des Communes, en réponse à une question, M. Chamberlain dit que la question de l'admission de l'Allemagne et de la Russie, dans la Société des Nations, ne figure pas à l'ordre du jour de la prochaine session de l'assemblée de la Société des Nations qui doit commencer le 4 septembre prochain.

M. Wedgewood demande: « Le fait que cette question n'est pas inscrite à l'ordre du jour empêchera-t-il qu'elle puisse être soulevée? »

M. Chamberlain répond:

« Cette question ne figure pas sur le dernier ordre du jour mis en circulation. Je suppose qu'il est encore temps de faire inscrire d'autres questions à l'ordre du jour. »

M. Wedgewood Benn demande: « L'attitude du gouvernement britannique est-elle favorable à l'admission de ces deux pays? »

M. Chamberlain répond: « Il faut me donner un préavis pour des questions de cette sorte. »